

Table ronde du 10 juin 2016 à FORATOM à Bruxelles

Le programme indicatif nucléaire (PINC) du 4 avril 2016

Animée par : **Claude Fischer-Herzog**, directrice d'ASCPE-Les Entretiens Européens

Avec la participation de :

-**Maurizio Boella**, conseiller aux directions « Energie nucléaire, sûreté et ITER » et « Contrôle de sécurité d'EURATOM » à la DG Energie de la Commission européenne.

-**Richard Ivens**, directeur des Affaires Internationales à FORATOM

-**Pierre Jean Coulon**, président de la section « Transport, énergie, infrastructures et société de l'information » au CESE

-**Nick Butler**, professeur au King's College

-Et de représentants du secteur énergétique, économistes et acteurs de la société civile européens

Objet : présentation et discussions autour du PINC délivré par la Commission le 4 avril 2016.

*Le PINC est un document élaboré par la Commission conformément à l'article 40 du traité Euratom. Il vise à fournir des informations générales sur le secteur de l'énergie nucléaire dans l'UE, les objectifs adoptés par les États membres en matière de production d'énergie nucléaire et les investissements que nécessitent ces objectifs. Le PINC<sup>1</sup> présenté en avril dernier est axé sur les investissements liés aux améliorations de la sûreté post-Fukushima et sur la sûreté d'exploitation des installations existantes. Le dernier PINC datait de 2008.*



<sup>1</sup> <http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/EN/1-2016-177-EN-F1-1.PDF>

## Ouverture de la séance

**Claude Fischer** introduit la discussion en indiquant que l'objectif principal de cette table ronde est de **susciter un débat ouvert entre tous les acteurs présents.**

Elle rappelle qu'il s'agit du premier PINC depuis l'accident nucléaire de Fukushima, et qu'il a donc une résonance particulière au sein de la politique nucléaire actuelle de l'Union Européenne. ASCPE défend le nucléaire comme **une grande industrie qui a de l'avenir, à condition d'investir** dans la sûreté ou la gestion des déchets (tels qu'abordés par le PINC) mais aussi dans les nouvelles capacités de production, dans la recherche et la formation... une question qu'ASCPE mettra à l'ordre du jour des **Entretiens Européens 2016, qui auront lieu à Bruxelles le 20 octobre**<sup>2</sup>. Elle souligne l'importance pour l'UE d'être à l'avant-garde dans un contexte de (re)naissance du nucléaire dans le monde et d'objectif de sécurité énergétique de l'Europe. L'enjeu est donc pour l'Union européenne d'impulser une politique industrielle et d'aller au-delà des normes de sûreté.

## Intervention de Maurizio Boella

Le conseiller de la Commission affirme que l'intention de la Commission est de **créer de la transparence en récoltant un maximum d'informations, en faisant des projections pour le futur, et surtout en initiant un débat.** L'objectif étant de rendre le PINC accessible à tous.

Il se réjouit de la place donnée à l'énergie par l'UE qui en a fait une des priorités de son agenda politique avec la construction de l'Union de l'Energie, avant de nous faire part de sa réflexion autour de deux axes : les investissements et la standardisation dans le secteur du nucléaire en Europe.

### **1) Les investissements**

Concernant les investissements en général, **les projections sur les prochaines décennies sont compliquées à scénariser** : le coût de construction de nouvelles centrales nucléaires et l'extension de l'utilisation des centrales déjà existantes sont difficiles à évaluer, **ce qui rebute d'éventuels investisseurs, d'autant plus que le retour sur investissement peut être long.** Il s'agit là d'une lacune qu'il est important de combler, grâce par exemple à un travail sur les instruments de marché comme les contrats à long terme. Sur la construction des nouvelles centrales, il est nécessaire de se référer à l'expertise acquise grâce aux expériences récentes sur les sites finlandais et français.

Concernant les investissements publics, la Commission a affirmé dans sa décision relative à Hinkley Point qu'elle appliquera une approche au cas-par-cas pour définir les éventuelles aides d'Etat pour la construction de nouvelles centrales. **Il avoue qu'il est difficile d'imaginer une industrie comme celle du nucléaire sans soutien ni aides publiques.**

Il mentionne d'autres points clés ayant des impacts économiques :

---

<sup>2</sup> Les Entretiens Européens se dérouleront le 20 octobre en partenariat avec la Commission européenne et de nombreux acteurs de plusieurs pays d'Europe sur le thème : "Investir dans le nucléaire en Europe. Valoriser les projets et les financer sur un marché réformé."

- les investissements de long terme, qui devraient augmenter les prochaines années
- les coûts additionnels dus à l'augmentation des mesures de sûreté
- les aspects éthiques ou politiques qui ont aussi des impacts économiques : une mauvaise gestion des déchets nucléaires n'incite pas les investisseurs à s'engager dans ce secteur.

## 2) La standardisation

**Maurizio Boella signale que les réactions des Etats Membres au sujet du PINC sont très hétérogènes.**

En 2015, à la demande de la Commission et pour satisfaire un objectif de transparence, les Etats membres ont communiqué pour la première fois un état des lieux ainsi que leurs perspectives de financement du secteur du nucléaire. Certains Etats ont eu des difficultés à l'effectuer, ce qui n'est pas un signe encourageant pour cet objectif de standardisation. Par ailleurs, **les coûts peuvent être interprétés de façon différente par les Etats**, il faut donc faire attention aux malentendus. Un travail d'homogénéisation a été initié avec l'Agence Internationale de l'Energie.

Pour conclure, M. Boella souligne l'importance du débat autour de ces questions financières. **Le but de la Commission est de mieux savoir anticiper les coûts et les délais dans le secteur du nucléaire.** Concernant le PINC, la Commission attend le retour du CESE, et elle se félicite d'avoir inclus un nombre important d'autres parties prenantes. Elle a fourni beaucoup d'efforts pour que ce document et plus globalement le secteur du nucléaire aient un rôle à jouer dans la construction du marché européen de l'énergie.

A titre personnel, M. Boella salue la présence du monde industriel, avec lequel il est enrichissant d'échanger. Mme Fischer partage cette opinion, en regrettant l'absence de débats ouverts incluant les industries nucléaires au sein des Etats membres.

### Intervention de Richard Ivens<sup>3</sup>

Le directeur des Affaires Internationales de FORATOM explique que FORATOM attendait avec beaucoup d'impatience l'arrivée du PINC, **en espérant y trouver un positionnement politique clair de la Commission, en tant qu'organisme de l'exécutif, sur le nucléaire.** Le contexte post-COP21 a en effet rendu très ambiguë le positionnement de l'UE sur le secteur.

Les principaux aspects positifs du PINC selon FORATOM sont les suivants :

-Son existence, d'abord, 8 ans depuis le dernier PINC. (Même si le PINC est un texte rendu obligatoire par le traité Euratom). Cela pose donc le problème de la politisation de la Commission : le fait d'avoir des Etats membres aux opinions très divergentes dans le secteur du nucléaire ne devrait pas l'empêcher d'accomplir les obligations des traités.

---

<sup>3</sup> Voir la position de FORATOM : <http://www.foratom.org/newsfeeds/377-foratom-on-pinc-maintaining-nuclear-s-current-capacity-to-reach-eu-energy-goals-2050.html>

- La conclusion que le nucléaire continuera à jouer un rôle important dans le mix énergétique européen
- La reconnaissance des avantages que le nucléaire procure sur les émissions de gaz à effet de serre
- Le soutien à la technologie nucléaire, et la volonté plus globale de l'UE d'être un leader du secteur, alors que ce leadership est très contestable aujourd'hui.
- Les projets de construction de nouvelles centrales
- Le cadre juridique contraignant concernant les mesures de sécurité et de sûreté
- L'objectif d'harmonisation, qui rendrait le secteur industriel à la fois plus compétitif et plus sûr
- La volonté de préserver un secteur qui emploie beaucoup de personnel

Mais FORATOM a aussi relevé des aspects négatifs :

- L'absence d'objectifs chiffrés du PINC, contrairement à ce qui est demandé par le traité Euratom
- L'absence de réflexion sur la désirabilité du secteur suite aux objectifs de la COP21
- L'absence d'information sur les investissements dans les conditions actuelles du marché, et notamment des instruments de soutien, est particulièrement regrettable
- L'absence d'explication sur les moyens de maintenir la position de leader de la technologie nucléaire européenne

**FORATOM attend donc avec intérêt la réponse du CESE**, particulièrement sur les deux derniers points.

**Claude Fisher** complète cette réflexion en mentionnant les actions très offensives des détracteurs du nucléaire qui empêchent le débat public de se dérouler correctement et met tout le monde sur la défensive. Ainsi, au sein même de la communication de la Commission sur l'Union de l'énergie, le nucléaire n'a pas été mentionné. Ce qui pose par ailleurs la question de la vision à long terme de l'UE sur la stratégie énergétique et la place du nucléaire dans le mix.

#### **Intervention de Pierre-Jean Coulon**

Le président de la section « Transport, énergie, infrastructures et société de l'information » au CESE rappelle que le CESE a été, dès la signature du traité Euratom en 1957, associé, en tant que porte-parole de la société civile organisée, pour donner un point de vue sur le programme d'investissement en matière nucléaire de l'UE. **Le CESE devra adopter un avis sur le PINC en session plénière le 22 septembre 2016.** Le CESE fonctionnant avec une logique de consensus, il était donc important d'assurer un débat effectif en regroupant un panel très divers au sein du groupe de travail dédié au PINC.

En accord avec les précédentes interventions, il regrette la parution tardive du PINC. Un débat en profondeur est absolument nécessaire : la filière industrielle, pour conserver sa compétitivité, en a besoin. Surtout, **rien ne pourra se faire sans une adhésion de l'opinion publique.** Selon lui, celle-ci regroupe certes les grandes organisations, mais aussi les travailleurs, dont le sort ne doit pas être oublié. La filière nucléaire est multiforme, tous les domaines doivent continuer à être d'excellence.

Concernant l'avis qui paraîtra en septembre, Pierre-Jean Coulon peut d'ores et déjà sortir quelques pistes :

**-le nucléaire doit se poursuivre**, peut-être sous des formes adaptées ou évoluées. La lutte contre le dérèglement climatique passera par le nucléaire, associé aux ENR.

**-les travailleurs du secteur doivent être pris en compte et écoutés.** Il pourrait s'agir là d'un nouvel élan pour le secteur.

-Le nucléaire doit contribuer à la sécurité énergétique.

-Il faut débattre de ces questions dans un cadre commun.

-La sécurité et le cycle du combustible sont nécessaires pour faire évoluer la filière

-Le CESE est favorable à la création d'un centre européen d'excellence, où idéalement les travailleurs et la société civile organisée seront associés

-Il est aussi favorable au rôle du nucléaire dans le bouquet énergétique de l'UE

L'avis du CESE propose de sécuriser les installations, les déchets et plus généralement la filière car selon l'institution, car le nucléaire se trouve **au centre du triptyque du développement durable : économie, social, environnement.**

**Après les 3 interventions et avant de donner la parole à Nick Butler puis à la salle, Claude Fisher s'interroge sur la vision de l'avenir du nucléaire en Europe et pose plusieurs questions :** peut-on en faire une véritable filière industrielle ? Va-t-on se donner les moyens de la moderniser ? Les financements et la formation ont des rôles clés à jouer. Si la Commission conserve son objectif implicite de 17 % d'électricité produite par le nucléaire en 2025 (27 % actuellement), a-t-on bien envisagé les impacts sur l'industrie ? En plus des travailleurs du nucléaire, les territoires qui vivent du nucléaire doivent pouvoir s'exprimer aussi, à la fois sur les risques mais aussi sur les aspects positifs de l'activité de production d'électricité. Si l'appropriation sociétale a été possible pour d'autres énergies comme le charbon, pourquoi n'est-elle pas d'actualité pour le nucléaire ?

#### **Intervention de Nick Butler**

Le professeur au King's College souligne que **l'énergie est traitée de façon quasi-religieuse au sein de l'Union Européenne** : ainsi, l'Allemagne est religieusement hostile au nucléaire, alors que la France est religieusement hostile au gaz de schiste. Les bénéfices économiques ou scientifiquement prouvés sont donc mis de côté. Est-il vraiment sage de mettre les faits de côté pour se concentrer sur la foi ? Le nucléaire devrait pouvoir être comparé objectivement aux autres énergies.

**Il faut cependant être clair sur les challenges auxquels le nucléaire doit faire face :**

**-en Europe, la consommation d'électricité, bien qu'importante, est en train de décroître, alors même que le PIB augmente.** Cela se traduit par une concurrence accrue entre énergies. Le gaz, d'abord, peut se prévaloir de nombreux gisements en Europe notamment, mais la demande de gaz a baissé de 20 % ces 10 dernières années. Le gaz est aussi importé depuis des États-tiers. Le marché est donc saturé, et la construction du Nord Stream 2 va accentuer cet état de fait. Il y a de grandes chances que le prix du gaz chute.

-la taxe carbone instituée est inefficace, et le prix du carbone ne cesse de chuter. Il s'agit d'un réel challenge pour l'UE.

-les EnR sont protégées et subventionnées au sein du marché de l'énergie, mais le prix de l'électricité produite par les EnR chute actuellement.

-un nombre croissant d'entreprises consacre une part considérable de leur recherche au stockage du carbone, notamment pour l'énergie éolienne. Si cette tendance se confirme, il s'agira là d'un instrument de concurrence puissant.

-au sein même du secteur du nucléaire, l'énergie produite est trop dépendante d'une seule technologie : l'EPR, qui s'est avéré être très coûteux et hors délai. Or, si le nucléaire veut être une énergie compétitive, elle doit se reposer sur une technologie compétitive.

**Globalement, l'énergie nucléaire est une énergie dont les coûts vont sensiblement augmenter les prochaines années, alors que d'autres énergies vont voir leurs coûts baisser.** Si elle veut conserver son importance, elle doit inverser cette tendance. L'exemple de Hinkley Point en Angleterre est révélateur : c'est un projet extrêmement coûteux et beaucoup plus long que ce qui était initialement prévu. Par ailleurs, il y a un **manque de transparence** autour de ces projets : pourquoi ne se sont-ils pas déroulés comme prévu ? Ainsi, l'opinion publique anglaise, si elle accepte le nucléaire comme étant une énergie sûre, ne la considère pas pour autant fiable. Il en va de même pour le gouvernement anglais.

**Le nucléaire est plein de promesses**, notamment sur les plans de sûreté et d'émissions de gaz à effet de serre. Et les défis auxquels il fait face ne sont pas cantonnés au seul territoire européen : l'Inde, par exemple, doit gérer une demande croissante d'électricité sans émettre pour autant de CO2 en trop grandes quantités. Le nucléaire pourrait être une solution pour elle, à condition d'être compétitif.

**Sur cette question de la concurrence, Claude Fisher souhaite signaler les distorsions du marché de l'énergie : le nucléaire ne bénéficie pas de soutiens.** Elle soulève la position ambiguë de l'Union Européenne, qui souhaite son indépendance énergétique mais signe l'accord NordStream avec la Russie pour l'approvisionnement en gaz. Pour elle, la compétitivité forme un couple avec la sûreté, et un trio avec le climat : la lutte contre le changement climatique a un coût qu'il ne faut pas oublier.

### Echanges

**Yves Desbazeille, conseiller principal à EDF**, annonce que **les coûts autour de l'EPR commencent à se préciser** et rappelle qu'un travail a été amorcé avec Areva autour d'un **EPR « nouveau modèle »**, prenant en compte les retours d'expériences, et donc avec des coûts bien moindres. Il rappelle aussi l'importance des coûts de financement. Il salue la publication du PINC, notamment dans le contexte européen actuel du market design. Il émet cependant des réserves sur les solutions de stockage, qui ne sont pas matures selon lui. Il est aussi important de valoriser la sécurité d'approvisionnement : **le marché ne reflète pas actuellement la valeur de la fiabilité de capacité d'approvisionnement.** Ensuite, le marché du carbone actuel n'envoie pas de signal d'incitation à investir dans le bas-carbone. Enfin, il s'interroge : **quelle suite pour le PINC ?**

**Baptiste Buet, représentant d'Areva**, signaler la **grande ouverture du marché européen**, particularité que l'on ne retrouve pas forcément ailleurs. Selon lui, il existe une concurrence industrielle. Le PINC permet certains gains de compétitivité : l'axe d'amélioration de coopération entre autorités de sûreté pour améliorer les process et l'axe de standardisation des codes juridiques sont salués. **Les prix de gros du marché de l'électricité étant bas, il est difficile de produire une énergie compétitive.** Enfin, il est important de donner des éléments de visibilité pour les investisseurs de long terme.

**Cécile Massart, artiste membre du collectif « Nuclear Culture »**, effectue actuellement un **travail de recherche d'un mode de transmission de la mémoire des sites de déchets hautement radioactifs.** L'idée est de réunir dans un laboratoire un ensemble de personnes réfléchissant à transmettre ces lieux particuliers dans le paysage. Au travers de ce travail artistique, il y a une volonté de débattre au sein de et avec la société civile. Elle connaît la réticence de la société civile, son anxiété face au manque d'information. Elle en a déduit un projet de construction de « shelter studios », lieux de communication entre riverains qui permettrait d'outrepasser le visuel que la population a du nucléaire : celle de la tour de refroidissement. Le but est d'obtenir une illustration, une image positive du nucléaire.

**Mihai Manoliu, membre du CESE**, en tant que membre du groupe chargé de la rédaction de l'avis sur le PINC, souligne l'importance du rôle des industriels au sein du groupe, et résume les **quelques points clés pour le CESE : la compétitivité, le climat, la sûreté des installations et de l'approvisionnement et enfin l'éthique.**

**Philippe Herzog, économiste et homme politique**, note la gravité de la situation des industriels du nucléaire. Il y a eu une **entreprise de démolition du secteur ces quinze dernières années**, notamment au Parlement, sans qu'aucune résistance ne se lève. **Il est aujourd'hui nécessaire de monter une stratégie dans ce contexte déprimé.** Comment ? Pour lui, il faut changer la vision de départ pour aller vers une vision plus globale, plus ouverte, plus mondialisée. **Dans un contexte de démographie croissante, il existe un besoin de plus en plus prégnant d'énergie.** Le nucléaire a donc un avenir à cette échelle. Ensuite, il est difficile de demander à l'UE de produire une stratégie pour le nucléaire sachant que ce sont les Etats Membres qui sont derrière les discussions. Or, **pour ces Etats, le nucléaire est une affaire de souveraineté nationale. Cela se conjugue mal avec la compétition internationale actuelle.** L'UE n'assume pas de stratégie de compétitivité industrielle, qui intéresse d'ailleurs la grande Europe plus que l'Eurozone. Que l'UE assume une stratégie commune est un souhait pour lequel il va falloir patienter avant qu'il ne se réalise, car il s'agit d'une bataille politique qui dépasse le nucléaire et qui est encore plus difficile dans le cadre du nucléaire. Enfin, **il est nécessaire de se battre sur les outils du marché.** Le nucléaire demeure une industrie à haut coût, surtout si l'on veut correctement préparer le futur. Le marché reste à construire : standardisation, contrats à long terme... Philippe Herzog félicite l'initiative de la Commission qui met l'accent sur la transparence : c'est une des caractéristiques pour l'effectivité du marché. Mais selon lui, **c'est bien à l'industrie européenne que revient la tâche de monter une contre-offensive stratégique en initiant un argumentaire mondial pour le nucléaire.** Il exprime ses craintes vis-à-vis de la capacité de compétitivité de l'Europe face aux compétiteurs mondiaux.

**M. Zimmerman, représentant de la Slovaquie à Bruxelles,** rappelle que son pays présidera le Conseil de l'UE de juillet à décembre 2016. **La Slovaquie vient d'inaugurer deux centrales, qui permettent d'atteindre un total de 80 % d'électricité nationale produite par le nucléaire.** L'une des actions phares que la Slovaquie veut mener lors de sa présidence est la révision de l'article 41 du traité Euratom. Sur le PINC, M. Zimmerman pose la **question de l'étape post-PINC.** Il annonce que ce sujet sera débattu lors de la **conférence « ENEF »** sur l'efficacité énergétique qui aura lieu à Bratislava en octobre 2016.

**Mohamed-Raja'l Baraka, expert économique, en tant que représentant de la société civile,** se sent tenu de partager ses craintes vis à vis des professionnels du secteur qui tentent de trop embellir la situation. Les réflexions qui ont eu lieu ce matin sont en désaccord avec certaines opinions actuelles, qui affirment que les panneaux solaires sont par exemple beaucoup plus compétitifs que le nucléaire. Les financements sont aujourd'hui plus faciles à obtenir pour les EnR. **Le nucléaire peut-il réellement être concurrentiel ? Les consommateurs entendent des discours contradictoires.** Il regrette l'absence d'ONG opposées au nucléaire dans le débat de ce matin. Il soulève aussi **les limites techniques auxquelles certains États doivent faire face** : tous n'ont pas l'expertise nécessaire à la construction d'une centrale nucléaire.

**Claude Fischer** répond en réaffirmant le but des Entretiens Européens : **fournir un débat mondial sur comment faire avancer une industrie qui existe et qui mérite d'être développée.** Toute intervention est la bienvenue, à condition qu'elle ne se cantonne pas à un discours pro ou contre le nucléaire. Elle fait remarquer que le paysage médiatique est monopolisé par les arguments contre. Il est important de songer à un mix énergétique diversifié.

**Alexander Tsibulya, conseiller énergie à la mission permanent de la Russie et Euratom,** accueille favorablement le PINC en ce qu'il donne au nucléaire un rôle important à jouer dans le futur. Le PINC parle du « quoi » plus que du « comment », ce qui pose la question du market design. Il observe les difficultés actuelles pour financer la construction de nouvelles centrales, et reconnaît l'importance de diversifier le mix énergétique. Il rappelle que **les acteurs européens et russes sont à la fois concurrents et partenaires.** La Russie compte être présente sur le secteur durant les prochaines années.

### Réponses

**Richard Ivens** souhaite rappeler **l'importance de l'échelle de temps sur laquelle le nucléaire joue lorsque l'on parle de concurrence** : il s'agit bien de près d'un siècle d'activité pour un réacteur. Selon l'Agence Internationale de l'Énergie, le nucléaire est plus compétitif que la plupart des EnR (les dernières technologies éoliennes mises à part). La tendance actuelle à l'autoconsommation a ses limites, le stockage de l'électricité n'est pas encore mature, l'intermittence des ENR implique des réseaux de secours. **Il faut faire attention aux échelles de comparaison.**

**Pierre-Jean Coulon** soulève aussi **ce paradoxe entre le rythme effréné du monde actuel et le secteur du nucléaire qui nécessite beaucoup de patience.** C'est une caractéristique notable, presque unique dans le monde de l'énergie (le charbon mis à part). Ce facteur temps n'est pas ou mal appréhendé par

la société civile. **L'argumentation du secteur doit donc être différenciée et diversifiée** : lutte contre le dérèglement climatique, importance des emplois dans la filière...

**Nick Butler** tient à terminer sur une note positive : **si le secteur nucléaire semble être déprimé, cela tient surtout à son inertie. Mais le changement est possible, et même probable** :

- le changement climatique est rapide, plus que ce à quoi l'on s'attendait.
- le chômage en Europe appelle à une réponse politique industrielle d'ampleur, notamment dans l'énergie.
- les questions autour de l'EPR seront bientôt résolues, qu'il fonctionne ou non (auquel cas l'industrie devra chercher d'autres alternatives).
- la technologie avance, et elle avance rapidement. Les technologies de stockage et de grids vont arriver prochainement. La géographie de production d'énergie va donc changer.

**Maurizio Boella** apprécie la qualité du débat de la matinée. Le market design est un processus continu, qui représente un véritable challenge pour la Commission. Dans le secteur du nucléaire en particulier, **deux axes sont très intéressants car consistant en des dénominateurs communs pour les États membres : la décarbonisation et la sécurité d'approvisionnement**. À ce double titre, le nucléaire a bien sa place au sein du marché européen de l'énergie. Un autre point important est la compétitivité : l'industrie nucléaire est attendue là-dessus. Sur le démantèlement, il existe des projets, notamment en Lituanie et en Slovaquie, financés par des fonds européens et employant des travailleurs locaux. Il s'agit là de premières expériences intéressantes. Enfin, il souligne **l'importance pour les industries nucléaires d'être prêtes à évoluer**, de révolutionner leurs méthodes, au-delà de la recherche de performance technologique.

### Conclusions

**Claude Fischer** conclut en soulignant **l'importance de s'adresser à toutes les parties prenantes, d'élargir le champ du débat**, dans un secteur où les industriels ont tendance à garder leur stratégie pour eux (même s'ils s'ouvrent plus ces derniers temps) et où les décisions des institutions ne descendent pas jusqu'à la société.

Le **marché** a été une notion-clé des débats de la matinée. Il faut profiter des débats sur le market design : la concurrence est une bonne chose, mais la concurrence est bel et bien faussée sur le marché européen. **La Commission défend la neutralité, mais il faudrait favoriser la diversité, pour le développement de toutes les sources d'énergies, et notamment décarbonées.**

Concernant les **déchets nucléaires**, les enjeux scientifiques, économiques, sociaux, financiers, éthiques sont très intéressants. Il ne s'agit pas de rassurer ou de diaboliser le sujet. La population n'arrive pas à exprimer ses doutes sans qu'ils soient immédiatement récupérés par les anti-nucléaires. Encore une fois, il est nécessaire d'exposer une stratégie plus offensive et de faire connaître les solutions qui existent

Sur la **transparence**, il ne faut rien nier : ni les accidents, ni les réels impacts du changement de modèle énergétique. Combien d'emplois ont été supprimés suite à la fermeture des centrales nucléaires en Allemagne ? L'offensive nécessite de la clarté. Cela vaut aussi pour les coûts : ils sont

importants, mais il ne faut pas les considérer seuls. Derrière, il y a aussi la question du climat. D'autre part, les besoins en énergie, s'ils baissent en Europe, sont massifs dans le monde.

Le **démantèlement** est aussi un gisement considérable, à condition d'avoir des travailleurs. Le problème reste qu'il s'agit d'une industrie qui n'est pas rentable. Comment rentabiliser ce marché ?

**Claude Fischer remercie tous les participants et leur donne rendez-vous aux Entretiens européens sur l'investissement dans le nucléaire en Europe, qui auront lieu le 20 octobre.** Les sujets seront débattus dans trois tables rondes :

- la valorisation des projets pour le renouvellement du parc (modernisation, nouvelles capacités de production, démantèlement...), pour la construction de centres de gestion de déchets...
- l'investissement dans le capital humain (formations européennes, sensibilisation des jeunes), dans la recherche et l'innovation
- la réforme du marché, la mobilisation des investisseurs sur le long terme, le rôle du système financier.

Les Entretiens Européens seront « ouverts » par la publication d'un numéro spécial de *La Lettre des Entretiens Européens*, et ils déboucheront sur quelques propositions, qui seront diffusées dans les institutions, et plus largement de manière la plus simple possible (pour pouvoir être accessibles à tous) tout en rentrant au cœur de la complexité du sujet, avec la publication des *Cahiers*.



Compte-rendu réalisé par **Manon Tanguy**, chargée de mission – ASCPE-Les Entretiens Européens, juin 2016